



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2025

Correction du sujet d'examen

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE - SCIENCES ET TECHNOLOGIES DU MANAGEMENT ET DE LA GESTION

Date : 10 septembre 2025

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

Partie juridique

Dans cette partie, nous analyserons la situation juridique d'Adrien COLIS ainsi que les conséquences de ses actions sur les deux restaurants, en développant les réponses aux questions posées.

Question 1 : Qualifiez juridiquement les faits et les parties.

Il s'agit d'une situation classique de débauchage d'un salarié, ainsi que d'une possible concurrence déloyale. Les parties en présence sont :

- **Adrien COLIS** salarié, chef cuisinier, qui a démissionné de la SARL « Gastro'Burlaud » pour rejoindre la SARL « Ent'Poiviers ».
- **Jean BURLAUD** gérant de la SARL « Gastro'Burlaud », employeur d'Adrien COLIS, lésé par son départ.
- **Victor POIVIERS** gérant de la SARL « Ent'Poiviers », qui a débauché Adrien COLIS et dont les actions sont remise en question par Jean BURLAUD.

Question 2 : Argumentation de la SARL « Gastro'Burlaud » pour obtenir réparation du préjudice subi.

La SARL « Gastro'Burlaud » pourrait avancer les arguments suivants :

- **Violation de la confiance** : La démission d'Adrien COLIS a causé un préjudice économique, en raison de la baisse du nombre de réservations et de commentaires négatifs.
- **Concurrence déloyale** : La carte des menus de « L'Entracte » s'inspire clairement de celle de « La Pause », créant une confusion pour les clients.
- **Dénigrement indirect** : L'annonce de l'arrivée d'Adrien COLIS a pu inclure des éléments trompeurs sur la qualité de l'ancien restaurant, nuisant à son image.

Ces éléments peuvent permettre à la SARL « Gastro'Burlaud » d'intenter une action pour obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice causé.

Question 3 : Argumentation de la SARL « Ent'Poiviers » pouvant être opposée.

La SARL « Ent'Poiviers » pourra s'argumenter comme suit :

- **Liberté de concurrence** : Adrien COLIS est un salarié qui a le droit de changer d'employeur et de proposer ses compétences.
- **Absence d'une clause de non-concurrence** : Il n'existe pas de clause l'empêchant de travailler pour un concurrent.
- **Créativité dans la carte des menus** : Victor POIVIERS peut soutenir que la réécriture de la carte ne constitue pas une imitation illégale, mais une adaptation.

Question 4 : Pourquoi le droit protège la liberté de la concurrence ?

Le droit de la concurrence vise à préserver un équilibre économique et à garantir la liberté d'entreprendre. Voici quelques éléments clés :

- **Définition d'entente illicite** : Pratiques anticoncurrentielles entre entreprises visant à fausser la concurrence (ex. fixations de prix, restrictions de production).
- **Abus de position dominante** : Comportement d'une entreprise qui utilise sa position de force sur le marché pour éliminer ou gêner la concurrence.
- **La protection de la concurrence assure des prix justes, stimule l'innovation et permet une meilleure qualité des produits/services.**

| Partie économique

Dans cette partie, nous traiterons de l'évolution économique en France, en nous basant sur les annexes fournies.

Question 1 : Commentez l'évolution du revenu disponible et du pouvoir d'achat en France depuis 2015.

Depuis 2015, le revenu disponible des ménages a enregistré des fluctuations, marquées par des périodes de hausse notamment à cause des politiques publiques, mais aussi des baisses dues à des crises économiques. Le pouvoir d'achat a connu des variations avec un impact notable de la crise Covid et des ajustements économiques subséquents. La crise actuelle, causée par des facteurs externes, a conduit une réduction du pouvoir d'achat en 2022-2023.

Question 2 : Expliquez le mécanisme qui relie le niveau des prix, revenu disponible et pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat est défini comme le montant d'argent qu'un ménage peut dépenser pour acheter des biens et services. Ce pouvoir est directement lié au revenu disponible. Une augmentation des niveaux de prix, toutes choses égales par ailleurs, entraînera une diminution du pouvoir d'achat, même si le revenu nominal reste constant. C'est donc un équilibre délicat entre augmentation des salaires, inflation des prix et pouvoir d'achat.

Question 3 : Identifiez les types de politiques économiques mises en place pour limiter les conséquences de la hausse des prix.

Les gouvernements mettent en œuvre diverses politiques économiques pour limiter les impacts de la hausse des prix :

- **Subventions aux produits de première nécessité et agricoles.**
- **Mise en place d'un bouclier tarifaire pour contrôler les coûts de l'énergie.**
- **Réductions d'impôts ou exonérations fiscales pour les ménages à revenu faible.**

Question 4 : Argumentation sur l'intervention de l'État en faveur du pouvoir d'achat des ménages.

Il est possible de soutenir que l'intervention de l'État en faveur du pouvoir d'achat des ménages stimule la croissance économique. Voici les arguments :

- **Augmentation de la consommation** : Lorsque le pouvoir d'achat augmente, la consommation des ménages augmente, ce qui stimule la demande globale dans l'économie.
- **Soutien aux entreprises** : En préservant le pouvoir d'achat, l'État permet aux entreprises de maintenir un volume de ventes, donc leur viabilité économique.
- **Effet multiplicateur** : Une aide ciblée au pouvoir d'achat peut entraîner des effets multiplicateurs sur l'économie, en favorisant l'investissement et l'innovation.

En conclusion, l'engagement de l'État en faveur du pouvoir d'achat peut indirectement favoriser une croissance économique durable si ces mesures sont bien adaptées et temporaires.

Conseils méthodologiques

- **Gérez votre temps :** Prévoyez un temps par question pour éviter de dépasser le temps imparti.
- **Relisez vos réponses :** Vérifiez que vous n'avez pas oublié de développer les points demandés et que votre argumentation est cohérente.
- **Utilisez des exemples concrets :** Dans vos réponses, des exemples renforcent l'argumentation, surtout dans des cas de droit ou économique.
- **Soignez votre rédaction :** Une réponse claire et bien structurée est plus facile à suivre et à évaluer.
- **Rendez-vous aux annexes :** Ne négligez pas l'importance des documents annexes pour soutenir vos réponses, utilisez-les à bon escient.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.